

J'aurais un mot à dire au sujet de la conjoncture économique récente qui donne des signes d'espoir. Ces signes indiquent que nous pourrions obtenir des résultats. Quant à savoir si le gouvernement en est le seul responsable, ce n'est pas la question que je pose car, comme je l'ai déjà dit, il n'y a pas que le gouvernement à l'œuvre, et je suis le premier à l'admettre. Cependant, on nous a dit en septembre dernier au moment où M. Wilson avait entrepris de réduire sensiblement les dépenses, que cette mesure entraînerait une diminution de l'emploi. Ce n'est peut-être pas ce qu'on pensait, je ne sais pas, mais je sais que le nombre d'emplois a augmenté. Je sais aussi que ce printemps, en avril et en mai, le nombre d'emplois s'est accru plus au cours de ces deux mois qu'à toute autre période des 12 dernières années. Si on jette un coup d'œil aux données de l'emploi concernant les jeunes et les femmes ou toute autre catégorie de la population active, des progrès considérables ont été accomplis. D'une façon générale, la situation de l'emploi s'est passablement améliorée. Le chômage a diminué, passant de 11 p. 100 à 10 p. 100, 10 p. 100 de la population active. C'est une amélioration certaine. Une amélioration qui correspond à la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois durant cette période.

Pour ce qui est des taux d'intérêt, nous ne pouvons les contrôler, mais nous pouvons les influencer. La Banque du Canada n'est pas totalement démunie à cet égard bien que je doive admettre que les États-Unis exercent la plus grande influence. Quant au taux d'inflation, il est passablement stable; au cours des derniers mois, les taux d'intérêt ont diminué de 3 p. 100 ce qui devrait favoriser la reprise, quelle que soit la cause de ce recul. Je ne désigne aucun responsable. Peut-être la Banque du Canada a-t-elle joué un rôle.

Lorsqu'on examine les facteurs économiques, la croissance et la situation du chômage, on se préoccupe surtout de ce que pensent les agents économiques, comme je les appelle, devant la conjoncture. Et j'ai l'impression que ces agents se tournent vers les secteurs où des améliorations vont venir. Or, j'estime qu'il y a là un peu plus d'espoir qu'auparavant et, s'il y a un peu plus d'espoir, je suis porté à croire que les prévisions qui nous promettent plus d'investissements, plus d'immobilisations, plus de capitaux débloqués pour l'activité économique peuvent nous entraîner à penser que nous progresserons plus vite que prévu.

Permettez-moi de résumer, car j'ai été trop long. Ce qu'il me faut est très simple. Je veux simplement que la proposition des recettes fiscales englouties par les intérêts diminue. Cela est indispensable si nous voulons dégager des ressources que les Canadiens pourront utiliser. C'est un point absolument fondamental. Il faut donc prendre une position bien nette à propos du déficit et de l'ensemble du programme financier dont le gouvernement a la responsabilité. C'est ce que nous avons essayé de faire.

Est-ce que nous nous y sommes bien pris? Pas de façon irrécusable, il faut bien l'admettre aujourd'hui. Il faut reconnaître que, en ce qui concerne le chômage et la désindexation des pensions de vieillesse, la politique que nous avons proposée n'est pas celle que les Canadiens sont disposés à soutenir. En pareille situation, il est clair qu'il faut se rendre à l'évidence et apporter des modifications en conséquence. C'est ce que nous avons fait. Bien des gens nous critiqueront et beaucoup d'autres en seront très heureux. J'espère seulement que nous avons fait ce qu'il fallait. En tout cas, je le pense. S'il est d'autres questions qui, à l'examen, exigent des méthodes différentes de ce que nous avons envisagé, je me raviserai sans honte ni hésitation, comme l'honorable sénateur l'a fait lorsqu'il a dû apporter des modifications.

Comme je l'ai dit, il ne s'agit pas ici de s'en prendre à des personnes. Nous sommes tous dans le même bateau. La critique a sa place. J'ai bien aimé le discours que mon honorable ami a fait ce soir. Il s'est montré éloquent, bien préparé, maître de son sujet. Je le félicite. Sa logique me semble laisser à désirer, c'est en tout cas mon point de vue, mais j'admets volontiers qu'il faut prévoir des occasions suffisantes pour discuter des questions économiques. Je crois que, avec le temps, les politiques suivies dans le budget révéleront toute leur valeur et, dans l'ensemble, favoriseront la croissance économique, le développement de notre pays et, en bout de ligne, nous donneront les moyens d'améliorer les services offerts à la population. Et chaque fois qu'on peut en dire autant d'un budget, j'estime qu'il a atteint son but.

● (2300)

**L'honorable Philippe Deane Gigantès:** Honorables sénateurs, j'ai écouté avec intérêt le leader du gouvernement, et je ne pense pas qu'il ait répondu à certaines questions posées par le leader de la majorité au Sénat. Il n'a pas parlé du fait que le genre de politique qu'il prône, que son gouvernement prône, a été essayée en Grande-Bretagne et a essuyé un échec marqué. Le sabrage et l'obsession du déficit en Grande-Bretagne ont provoqué une hausse du chômage, une augmentation de la misère, un recul de la civilité, la destruction de la paix sociale.

Il y a d'autres exemples. Les États-Unis se sont beaucoup moins préoccupés du déficit sous le président Reagan que le gouvernement Mulroney, et beaucoup moins que M<sup>me</sup> Thatcher.

M. Reagan parle en partisan de l'offre, il parle comme Milton Freedman, mais il agit comme M. Keynes. Il s'est lancé dans la stimulation de l'économie par les travaux publics, et au diable le déficit!

Bien sûr, il a planté des missiles plutôt que des arbres, mais c'est la même chose au plan économique. De toute façon M. Reagan a dit une fois qu'il trouvait les arbres dangereux. Ils produisent du bioxyde de carbone, disait-il, ce qui est un polluant.